

Ecrit par le 3 juillet 2026

Anaïs Hausmann sera bien candidate aux sénatoriales en Vaucluse



Jusqu'à présent on avait beaucoup parlé d'elle, mais elle s'était peu exprimée dans les médias. Nouvelle adjointe déléguée à l'innovation et à la création de valeur territoriale de la ville d'Avignon, [Anaïs Hausmann](#) est désormais en plein lumière. En effet, la compagne d'Olivier Galzi, nouveau maire d'Avignon, briguera l'un des trois sièges de sénateur lors des élections qui se dérouleront le dimanche 27 septembre prochain. Elle le fera sous l'étiquette 'Le bon sens des territoires', le mouvement que vient de lancer Olivier Galzi afin d'essaimer au niveau national. Entretien avec la candidate désormais déclarée.

Pour quelle raison êtes-vous candidate aux prochaines élections sénatoriales en Vaucluse ?

« Depuis plusieurs mois, au contact des élus locaux, des habitants, des acteurs associatifs et économiques, j'ai constaté une même attente : être davantage écoutés, considérés et surtout retrouver du bon sens dans la manière de faire de la politique. Aujourd'hui, beaucoup de Français ont le sentiment

Ecrit par le 3 juillet 2026

d'une politique déconnectée et ils ont raison. Je crois au contraire à une politique de proximité, enracinée dans son territoire, capable d'écouter le terrain avant de décider - c'est à dire une politique qui part du territoire plutôt que des partis ou de l'idéologie. Le Sénat, comme plus largement notre appareil politique, a besoin de profils différents, des entrepreneurs je le crois. Mon engagement s'inscrit pleinement dans cette volonté de faire de la politique autrement : moins dans les logiques d'appareils, plus ancré dans le territoire et avec plus de lien humain. J'ai financé mes études seule, j'ai construit mon parcours sans filet. Je sais ce que c'est quand le système ne vous aide pas. Et quand le système ne vous aide pas, il faut trouver une autre porte. C'est exactement ce que je viens faire au Sénat, trouver d'autres portes pour les élus vauclusiens qui sont bloqués par un système complexe. »



Ecrit par le 3 juillet 2026

Crédit : DR

« Se présenter aux sénatoriales, c'est proposer une vision - pas déclarer une guerre. »

Comment voyez-vous votre rôle de sénatrice et comment l'inscrivez-vous dans la continuité de la dynamique de l'élection d'Olivier Galzi à la mairie d'Avignon ?

« Le rôle d'un sénateur, c'est d'être le trait d'union entre le terrain et la loi. Et un sénateur efficace pour un territoire comprend à la fois les réalités locales et les mécanismes du Sénat. Il doit défendre les équilibres locaux, faire remonter les besoins réels du terrain dans la fabrication de la loi et faire avancer les dossiers qui bloquent au niveau national. Je vois ce rôle avec une approche très simple : être proche et à l'écoute des élus et porter leurs combats. Je veux être une sénatrice sur le terrain ainsi qu'une sénatrice à temps plein (voir encadré : 'Cumul des mandats'). Je veux me battre pour nos élus fidèlement et sincèrement. Tout ceci s'inscrit naturellement dans la dynamique que nous portons ensemble avec Olivier Galzi et toute l'équipe qui l'a emporté lors des dernières municipales à Avignon (voir encadré : 'Du bon sens près de chez vous au bon sens loin de chez vous ?'). La logique est la même : partir du quotidien, des réalités locales et du bon sens. En redonnant davantage de poids au terrain et aux élus qui agissent concrètement au quotidien pour faire avancer le Vaucluse. »

Parcours

Anaïs Hausmann, 44 ans, est conseil en stratégie de marque. Elle intervient ainsi notamment avec sa société de conseil [Les Trois Grâces](#) auprès de clients prestigieux comme LVMH, Boucheron, BNP Paribas, Porsche, Arte ou bien encore M6... Diplômée d'un master 1 en Commerce et Affaires internationales à [l'Idrac Business School Paris-Courbevoie](#), ainsi que d'un master 2 en Marketing et Communication de Luxe à l'Institut Supérieur d'Études du Management de Marne-la-Vallée, elle est aussi responsable stratégie, développement et innovation de la société [Justplay](#). Enfin, elle intervient également dans la production de projets musicaux en tant qu'indépendante.

Les sénatoriales, c'est vraiment l'élection des élus du territoire, tout particulièrement les élus ruraux qui sont une majorité en Vaucluse. Comment entendez-vous porter leurs aspirations ?

« Comme je l'ai déjà dit ces derniers mois, j'ai rencontré de nombreux maires et élus locaux. Et ce qu'ils disent revient souvent : on leur donne toujours plus de responsabilités, mais avec toujours moins de moyens, moins de liberté et des contraintes administratives de plus en plus lourdes. Beaucoup d'élus ruraux ont aujourd'hui le sentiment de devoir se battre en permanence pour maintenir des services essentiels, faire avancer un projet, préserver une école, gérer l'eau, les infrastructures ou simplement garder leur commune vivante. Je crois profondément que ces élus méritent toute notre considération. Ce sont eux qui tiennent le territoire au quotidien, souvent avec très peu de moyens mais avec un engagement immense. Ma réponse, c'est un mandat construit autour des besoins réels des communes : simplification administrative, défense de la liberté des maires, meilleure gestion locale de l'eau, accompagnement du désenclavement, accès aux services publics, soutien aux projets locaux et défense

Ecrit par le 3 juillet 2026

des capacités d'investissement des collectivités. Les élus ruraux n'ont pas besoin d'un sénateur qui parle d'eux depuis Paris. Ils ont besoin de quelqu'un qui connaît leurs réalités, qui les écoute et qui se bat concrètement pour eux au Sénat. C'est ce que je veux faire. »

« Les élus locaux ont toujours plus de responsabilités mais moins de moyens. »

Cumul des mandats : « je me consacrerai entièrement au mandat sénatorial. »

Concernant le cumul des mandats, Anaïs Hausmann est catégorique : « Si je suis élue, je me consacrerai entièrement au mandat sénatorial. Je quitterai mon activité de conseil dans le privé mais aussi mes fonctions d'adjointe à la Ville. Pas parce qu'on me le demande, mais parce qu'il faut un sénateur à temps plein, pas un sénateur entre deux agendas. »

En revanche, si initialement elle nous avait précisé qu'elle abandonnerait ses autres mandats elle restera finalement conseillère municipale et également conseillère communautaire du Grand Avignon afin de « rester au contact de la réalité du quotidien des élus de terrain. »

Dans cette logique quels sont les projets et les thèmes locaux que vous souhaiteriez porter auprès de la chambre haute du parlement ?

« Le premier enjeu, c'est la simplification administrative. Aujourd'hui, beaucoup de maires et d'élus locaux passent davantage de temps à gérer des contraintes réglementaires qu'à faire avancer leurs projets. Il faut redonner de l'air aux communes, simplifier les procédures et faire davantage confiance aux élus de terrain. »

« Deuxième enjeu, la décentralisation - pas un transfert de compétences sur le papier, mais un vrai retour du pouvoir aux élus locaux. Aujourd'hui, les maires ont les responsabilités sans les leviers. Il faut leur rendre la liberté de décider, d'agir et d'innover sur leur propre territoire. Je veux aussi défendre une approche plus pragmatique du foncier économique. Trop de projets sont ralentis voire bloqués par des normes devenues excessivement rigides. Bien sûr, il faut préserver nos équilibres environnementaux, mais il faut aussi permettre à nos communes de se développer, d'accueillir des entreprises, de créer de l'emploi et de maintenir une activité économique locale. Le ZAN ([Zéro artificialisation nette](#)) est une bonne intention mal calibrée car appliqué uniformément, il condamne les villages qui ont besoin de construire pour survivre. Un village de 300 habitants dans le Luberon n'a pas le même rapport au foncier qu'une ville moyenne. Ma position au Sénat : différencier l'application du ZAN selon la réalité des territoires, donner aux maires ruraux des dérogations ciblées pour le logement principal et les équipements publics, et arrêter de traiter une commune de 400 habitants comme une zone urbaine dense. »

« Je souhaite également soutenir les infrastructures essentielles pour notre territoire, comme la LEO, pour le désenclavement, la mobilité, l'attractivité économique et la qualité de vie des habitants. Trop de projets avancent aujourd'hui avec des lenteurs incompréhensibles alors qu'ils sont attendus depuis des années par les élus et les habitants. La question de l'eau sera également centrale. Dans notre département, l'eau est une ressource sous pression. Nous devons mieux la protéger, mais aussi permettre

Ecrit par le 3 juillet 2026

une gestion plus locale, plus adaptée aux réalités du terrain et aux enjeux climatiques de demain. Tous les chantiers que je souhaite porter ont un fil conducteur : rendre aux élus la liberté d'agir sur leur propre territoire. »

« Rendre aux élus la liberté d'agir sur leur propre territoire. »

Que répondez-vous à ceux qui doutent de votre légitimité à vous présenter à cette élection. Notamment, sur le fait que vous ne connaissais pas le Vaucluse depuis longtemps et qui mettent en avant votre inexpérience politique tout en rappelant que vous êtes la compagne d'Olivier Galzi ?

« D'abord, le Vaucluse, je ne le découvre pas. J'ai grandi à Valence, dans la Drôme dans cette culture du Rhône, avec des réalités territoriales, agricoles et rurales très proches de celles du Vaucluse. Les agriculteurs qui irriguent dans la Drôme et ceux qui irriguent en Vaucluse ont les mêmes problèmes d'accès à l'eau, les mêmes inquiétudes face à la sécheresse, les mêmes enjeux de transmission. Ce sont des territoires cousins, géographiquement et culturellement. Le Ventoux se voit depuis les routes drômoises. Quand on compare [Grignan](#) ou [Mirmande](#) à [Gordes](#) ou [Venasque](#), on retrouve la même pierre, la même lumière, le même mistral. Et au-delà de cela, j'ai aussi une histoire personnelle avec le Vaucluse. Étudiante, j'ai travaillé plusieurs saisons en restauration à Pernes-les-Fontaines. J'ai passé beaucoup de temps à Saint-Saturnin-lès-Avignon et à Carpentras... et puis désormais j'ai une deuxième vie ici à Avignon avec Olivier. »

Ecrit par le 3 juillet 2026



Anaïs Hausmann, ne s'en cache pas. Elle est la compagne d'Olivier Galzi (ici lors de la présentation en meeting de la liste du nouveau maire d'Avignon). Pour autant, elle revendique un engagement personnel et autonome. Crédit : DR

« Apporter une culture de projet, de responsabilité et de résultats. »

Ecrit par le 3 juillet 2026

« Concernant l'inexpérience politique, je crois justement que c'est ma force. Je viens avec un autre parcours. Celui de quelqu'un qui a entrepris, pris des risques, connu des réussites mais aussi des échecs d'entreprise. Je connais les difficultés du terrain, les lourdeurs administratives, les dossiers bloqués, les réalités concrètes vécues par ceux qui créent, investissent et essaient d'avancer. Beaucoup de responsables politiques ont passé toute leur vie dans les appareils. Moi, je viens avec une culture de projet, de responsabilité et de résultats. Et puis, j'apporte aussi une forme de liberté. Quand on a grandi dans un système politique local pendant 20 ans, il peut exister des réseaux, des fidélités, des oppositions anciennes qui compliquent parfois l'action et le cadre. Moi, j'arrive avec un regard neuf, sans dettes politiques, sans logique de clan, avec une seule priorité : défendre le territoire. Enfin, concernant Olivier : oui, nous partageons une vision commune pour notre territoire. Une vision fondée sur le bon sens, la proximité et le refus des logiques d'appareils. Mais mon engagement est personnel et autonome. »

En présentant une liste face aux sénateurs sortants, est-ce un coup de force politique ? Une sorte d'opposition entre 'sénateur des champs' et 'sénateur des villes' ? Où s'agit-il de redonner tout son poids au chef-lieu du département dans l'échiquier politique du département ?

« Rien de tout cela. Se présenter aux sénatoriales, c'est proposer une vision – pas déclarer une guerre. Il n'y a pas de sénateur des champs contre sénateur des villes dans mon projet, il y a un territoire qui a besoin d'être représenté dans sa globalité – ses communes rurales, son agriculture, sa ville centre, ses villages perchés. Et ce n'est pas un coup de force : c'est une démocratie qui fonctionne. Et si coup de force il y a eu, c'est celui imposé par des logiques partisans qui idéologise le débat et l'éloigne du bon sens qui, lui, n'appartient à personne et certainement pas à un parti. »

Anaïs Haussmann ne votera pas Blanc

Si un temps, l'idée d'une fusion des listes sénatoriales avec le parti LR (Les républicains) a été au cœur de tractations en Vaucluse, Anaïs Hausmann coupe court à tout rapprochement désormais. Notamment avec le LR [Jean-Baptiste Blanc](#), sénateur de Vaucluse depuis 2020 également conseiller départemental rapporteur du budget.

« A priori nous allons partir sur des listes distinctes, mais pas concurrentes, insiste-t-elle. Nous souhaitons vraiment représenter le mouvement que nous sommes en train de mettre en place. Dans ces conditions c'est donc compliqué de fusionner. Il y a 3 sièges à pourvoir. Jean-Baptiste Blanc est sénateur sortant, il a la confiance des grands électeurs et je ne doute pas qu'il soit réélu. Je me bats donc plutôt pour le siège suivant. »

En cas d'élection, dans quel groupe entendez-vous siéger au sénat ?

« Je défends une position de liberté pour nos élus et le territoire. Ce qui m'importe, c'est de siéger dans un groupe qui me laisse libre de voter selon les intérêts du Vaucluse. Pas selon une ligne de parti. Deux groupes semblent cocher cette case à mes yeux : [l'union centriste](#) (59 sièges actuellement) et [le groupe LIOT](#) (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires - 20 sièges). »

Quels sont les autres candidats présents sur votre liste des sénatoriales ?

« Notre liste est en cours de finalisation. Je ne souhaite pas communiquer de noms avant qu'elle soit officiellement déposée car nous sommes encore en train de la construire. Ce que je peux dire, c'est que

Ecrit par le 3 juillet 2026

nous bâtissons une liste cohérente avec notre démarche : des profils de terrain avec une vraie connaissance des réalités vauclusiennes et représentant des communes de tailles différentes ainsi que les quatre points cardinaux du département. Tout cela prend du temps parce qu'il faut échanger avec chacun pour s'accorder sur la vision de notre démarche. »

Enfin, cette présences à ces élections sénatoriales préfigurent-elles d'autres candidatures d'élus du mouvement du 'Bon sens des territoires' dans les élections à venir : législatives, départementales régionales... ?

« Le mouvement initié par Olivier et toute l'équipe du 'Bon Sens des Territoires' a vocation à s'inscrire dans la durée. Il répond à une vraie demande des Français qui en ont assez des appareils politiques. Donc oui, notre mouvement entend bien porter la voix du bon sens des territoires lors des prochaines échéances électorales. Mais aujourd'hui, je suis focalisée sur une seule chose : les sénatoriales. »

Propos recueillis par Laurent Garcia

Du bon sens près de chez vous au bon sens loin de chez vous ?

Fort de sa victoire [aux dernières municipales à Avignon](#) ainsi que de son élection dans la foulée à [la présidence de la Communauté d'agglomération du Grand Avignon](#), Olivier Galzi vient d'annoncer, ce mercredi, la création du 'Bon sens des territoires'. Ce mouvement, dont l'acte de naissance a été signé par les 55 colistiers du nouveau maire de la cité des papes, est destiné à accueillir tous ceux qui pensent que l'appartenance à un territoire doit primer sur toute appartenance partisane.

« Et parce que 'le bon sens' ne s'arrête pas à Avignon », Olivier Galzi dont ce slogan a été l'un de ses mantras lors des municipales de mars, entend rallier les « sans étiquettes » afin de faire entendre cette « majorité silencieuse ».

« En mars, nous avons démontré que notre ville 'capitale' pouvait déjouer les pronostics en rassemblant des forces vives et constructives, pour reprendre en main notre destin, explique l'ancien journaliste. Nous avons aujourd'hui la conviction que ce mouvement est en germe dans de nombreuses autres communes et qu'ensemble, elles peuvent constituer le terreau d'un renouveau pour porter une voix : celle qui vient du terrain. Un chemin porteur de solutions locales et concrètes, plutôt que de colères nationales et de jeux d'appareils. »

L'ambition est donc désormais d'exporter ce 'bons sens avignonnais' vers le reste du pays. Première étape : « reprendre notre destin en main, partout où nous devons le défendre : au Sénat en septembre comme à l'Assemblée nationale l'an prochain », annonce Olivier Galzi qui poussait la candidature d'Anaïs Hausmann, sa compagne, depuis plusieurs semaines.

Ecrit par le 3 juillet 2026

Le sénateur Blanc se penche sur le berceau des 'territoires zéro chômeur de longue durée'



Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse, vient d'intervenir sur la proposition de loi visant à étendre progressivement l'expérimentation du dispositif '[territoires zéro chômeur de longue durée](#)'. Dans ce cadre, il a notamment déposé 5 amendements élaborés conjointement avec Laurent Garcia, élu à Gargas, et chef de projet du dispositif soutenu par la Communauté de communes Pays d'Apt Luberon.

S'inquiétant de l'avenir au niveau national des [Territoires zéro chômeur de longue durée](#) (TZCLD), le sénateur de Vaucluse Jean-Baptiste Blanc est monté au créneau afin de tirer au clair l'avenir de ce dispositif dont l'expérimentation doit prendre fin le 31 décembre 2026. Pour ce dernier, les TZCLD « portent quelque chose d'essentiel et de prouvé ».

Ecrit par le 3 juillet 2026

« Le droit à l'emploi n'est pas une utopie : c'est une réalité. »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

« La preuve, je la trouve dans mon département, poursuit l'élu ce mardi 9 juin à la tribune du sénat afin de défendre ce dispositif visant à résorber le chômage endémique local. Dans le Pays d'Apt Luberon, en Vaucluse, l'Entreprise à but d'emploi (EBE) [Zou Vaï](#) : 95 salariés issus de la privation durable d'emploi, 410 000€ de chiffre d'affaires en hausse de 47%, un résultat d'exploitation positif. Le droit à l'emploi n'est pas une utopie : c'est une réalité, quand on lui en donne les moyens. Mais ce même terrain m'a enseigné aussi que, sans une subvention exceptionnelle de 80 000€ accordée par la Communauté de communes début 2025, Zou Vaï était en danger. Ce n'est pas une anecdote, c'est la révélation d'une fragilité structurelle que la loi doit corriger. »

[Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée : où en est le Pays d'Apt ?](#)

C'est donc dans cette optique que le parlementaire vauclusien a travaillé avec Laurent Garcia, 4^e adjoint de la commune de Gargas, et chef de projet du dispositif soutenu localement par la [Communauté de communes Pays d'Apt Luberon](#) (CCPAL) dans le cadre du TZCLD. Les deux ont ainsi rédigé 5 amendements afin de notamment pérenniser le fonctionnement de cette initiative de retour à l'emploi.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Laurent Garcia, élu à Gargas et chef du projet Territoires zéro chômeur de longue durée dans le Luberon. Crédit : DR/Commune de Gargas

Ces textes proposent ainsi de préciser plusieurs angles morts : notifier l'engagement financier de l'Etat comme socle du financement du dispositif, tenir compte dans les financements des emplois nécessaires au fonctionnement, à l'encadrement et au développement des entreprises à but d'emploi mentionnées, prévoir des modalités de soutien à la formation des salariés, permettre la possibilité pour les EBE de répondre à des appels à projets, appels d'offres ou autres procédures de mise en concurrence ou bien encore favoriser le développement de partenariats avec les acteurs économiques du territoire y compris hors des locaux des entreprises à but d'emploi.

« On ne pérennise pas durablement ce qu'on laisse structurellement fragile. »

Jean-Baptiste Blanc

Ecrit par le 3 juillet 2026

« Derrière chaque EBE qui tient debout, il y a des emplois que personne ne voit : des directeurs, des responsables de développement, des fonctions support. Ces emplois non conventionnés sont invisibles dans la loi et pourtant, sans eux, rien ne fonctionne », insiste le Jean-Baptiste Blanc qui poursuit : « « Comment se développer quand on ne peut répondre à un appel à projets sans risquer un contentieux ? interroge. Comment progresser quand la formation des salariés reste hors du cadre conventionnel pour les EBE de plus de 50 salariés ? Comment coopérer avec le tissu économique local quand le droit du travail leur refuse de prester au sein des entreprises locales qui en ont besoin ? On ne pérennise pas durablement ce qu'on laisse structurellement fragile. »

Aujourd'hui en France, outre [Zou Vaï](#) dans le Vaucluse, 92 Entreprises à but d'emploi regroupant plus de 3 800 salariés sont directement concernées par le maintien des TZCLD.

L.G.

Le sénat à la rencontre des entreprises vauclusiennes

Ecrit par le 3 juillet 2026



La délégation sénatoriale aux entreprises s'est rendue en Vaucluse dans le cadre de deux journées de visites et d'échanges liés à l'économie locale, à l'innovation et à la réindustrialisation. L'occasion de découvrir les sociétés Aroma-Zone, FM logistic et Agis ainsi que de rencontrer les acteurs du monde économique départemental.

Invitée par le sénateur vaclusien [Jean-Baptiste Blanc](#), la délégation sénatoriale aux entreprises présidée par [Olivier Rietmann](#) est venue découvrir trois entreprises vaclusiennes. Ce dernier, aux côtés des sénateurs Michel Canevet, Gilbert Favreau, Yves Bleuven et Michel Masset, ainsi que du sénateur vaclusien [Lucien Stanzione](#), s'est rendu les 16 et 17 octobre derniers dans les locaux de [Aroma-zone](#) à Cabrières d'Avignon, [FM Logistic](#) à Entraigues-sur-la-Sorgue et [Agis](#) dans la zone de Courtine à Avignon.

« Ecouter, comprendre, identifier les blocages et construire des solutions concrètes. »

Olivier Rietmann, président de délégation sénatoriale aux entreprises

Ces échanges ont permis d'aborder de nombreux sujets clés concernant la compétitivité des entreprises tels que le coût de l'énergie, l'emploi et la qualification, la simplification administrative, les exportations,

Ecrit par le 3 juillet 2026

la formation, le foncier économique, la transition écologique, ou encore l'intelligence artificielle et la souveraineté industrielle.

« Ces rencontres de terrain sont au cœur de l'ADN de la délégation sénatoriale aux entreprises : écouter, comprendre, identifier les blocages et construire des solutions concrètes », précise Olivier Rietmann pour expliquer sa venue dans le département.

Un séjour marqué par un nouveau moment d'échange avec d'autres chefs d'entreprises vauclusiens : [René Braja](#) du Groupe Braja, [Olivier Charles](#) d'Aptunion, [Yoann Aucremanne](#) d'iLevel, Gildas Bonafous de [Keramis Bio](#) et [Jérémie Marcuccilli](#) de Kookabarra.



DR

« Le Vaucluse est un territoire d'innovation et de réussite. »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

Outre les visites de ces 3 sites industriels, la délégation a tenu également à échanger avec les acteurs consulaires et les représentants des organisations professionnelles : la CCI Vaucluse, la Chambre des métiers et de l'artisanat, la Capeb Vaucluse et U2P Vaucluse. Les représentants consulaires ont notamment alerté sur les conséquences de la baisse des aides gouvernementales sur l'apprentissage ainsi, qu'en général, sur la formation des jeunes dans les métiers de l'artisanat et de l'industrie. Autre

Écrit par le 3 juillet 2026

sujet majeur évoqué : la transmission des entreprises afin de pérenniser le tissu économique local confronté au départ à la retraite d'une génération de dirigeants sans repreneurs identifiés.

« Le Vaucluse est un territoire d'innovation et de réussite, rappelle Jean-Baptiste Blanc. Ces entreprises démontrent qu'il est possible de conjuguer ancrage local, performance industrielle et développement durable. La Délégation sénatoriale aux entreprises a vocation à écouter, comprendre et proposer des solutions concrètes pour soutenir nos entrepreneurs. »

Charlotte Rouger (stagiaire) & Laurent Garcia

Aberration administrative : un élu vauclusien tente enfin de faire bouger les lignes



Le sénateur vauclusien Jean-Baptiste Blanc vient de solliciter le Conseil d'Etat afin de mettre fin à une aberration administrative. Depuis 3 ans les Vauclusiens ne dépendent plus de Marseille mais de Toulouse en ce qui concerne les recours contentieux relevant du tribunal administratif.

Certes, il s'agit d'un petit pas, mais il a le mérite d'exister. En effet, dans un département avec une

Ecrit par le 3 juillet 2026

enclave, une commune (Pertuis) intégrée dans une métropole (Aix-Marseille) située dans un autre département (les Bouches-du-Rhône), un canton complet (celui de Villeneuve-lès-Avignon) entièrement intégré dans une agglomération (le Grand Avignon) qui ne sont pas dans le même département ni la même région et, enfin, un chef-lieu dont le bassin de vie est à cheval sur 3 départements et 2 régions constituant la 2^e zone inter-régionale d'emploi de France après celle de Roissy-Charles De Gaulle ainsi que la seule agglomération française coupée en 2 zones scolaires, il y aurait pourtant beaucoup à faire pour les élus en matière de cohérence administrative...

Toulouse plutôt que Marseille ou Lyon !

C'est donc dans cette logique de réalité du territoire, que le sénateur vauclusien [Jean-Baptiste Blanc](#) vient de rencontrer Thierry-Xavier Girardot, secrétaire général du [Conseil d'État](#), pour évoquer la carte actuelle de la justice administrative. La raison ? Depuis le 1^{er} mars 2022 le tribunal administratif de Nîmes, dont dépend celui d'Avignon, est couvert par la cour administrative d'appel de Toulouse. Conséquence ? Les requérants d'Avignon doivent faire près de 350km de route pour trancher leurs conflits avec une autorité administrative.

Une aberration que dénonçait déjà il y a 3 ans [Jean-Baptiste Blanc](#) pour qui « ce décret rédigé de Paris va, une nouvelle fois, à l'encontre des intérêts des concitoyens et de notre territoire. »

« L'objectif étant de garantir l'égalité d'accès pour tous les Vauclusiens pour une justice plus accessible, plus proche, et plus juste. »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

Un bilan carbone désastreux

Effectivement, outre la perte de temps on ne peut que s'étonner d'une telle situation à l'heure où l'empreinte carbone est devenue l'affaire de tous, mais surtout des autres.

Pour mémoire, depuis 2006, les recours contentieux du Vaucluse relèvent du tribunal administratif de Nîmes mais les appels contre les décisions de ce tribunal étaient jugés à Marseille. Avec la création de la cour administrative d'appel de Toulouse, tout se juge désormais dans la capitale occitane. Dès lors, les requérants d'Avignon doivent parcourir 332km pour rallier Toulouse contre 104km pour rejoindre Marseille... Même la cour administrative de Lyon serait encore plus près (231km) !

Garantir l'égalité d'accès pour tous les Vauclusiens

« Ce double éloignement géographique constitue une véritable difficulté pour les justiciables et les professionnels du droit vauclusien, insiste le sénateur. C'est pour cela que nous avons échangé avec le secrétaire général du Conseil d'Etat sur la possibilité de réintégrer le département du Vaucluse dans le ressort de la cour administrative d'appel de Marseille, plus proche géographiquement et historiquement plus cohérente. L'objectif étant de garantir l'égalité d'accès pour tous les Vauclusiens pour une justice plus accessible, plus proche, et plus juste. »

[Comment les vauclusiens vont devoir polluer pour que justice leur soit rendue](#)

60 ans plus tard, La Balance penche du bon côté pour les Harkis d'Avignon



Le quartier de La Balance à Avignon figure parmi les 37 nouveaux lieux reconnus par [la Commission nationale indépendante pour les Harkis \(CNIH\)](#) au titre de la réparation nationale envers les Harkis dans le cadre de [la loi du 23 février 2022](#). Dans la région Arles, Manosque,

Ecrit par le 3 juillet 2026

Nice ainsi que Montpellier et Perpignan sont aussi concernés par cette décision.

Le gouvernement vient de valider la proposition de la CNIH d'intégrer 37 nouveaux sites à la liste des structures ouvrant droit à réparation, dans le cadre de la loi du 23 février 2022 portant reconnaissance de la Nation envers les Harkis. Parmi ces lieux, on retrouve le bidonville du quartier de la Balance à Avignon où de nombreuses familles de Harkis vivront dans les années 1960 dans des logements insalubres.

Un quartier en délabrement

Le préfet de Vaucluse écrivait alors dans un rapport au Premier ministre en 1960 que ce quartier du centre-ville était « très dégradé, abandonné par ses propriétaires qui ont naguère fermé portes et fenêtres pour ne pas payer l'impôt, insalubre et même dangereux à cause des risques d'effondrement ». Ainsi, sur les 824 logements du quartier de la Balance, 429 étaient insalubres, en raison notamment des inondations. Le rapport du préfet de l'époque mentionne également que ce quartier est devenu « un refuge de nomades et de marginaux ».



Crédit : collection Michel Bourgues-DR

Écrit par le 3 juillet 2026

« Un refuge de nomades et de marginaux »

Le préfet de Vaucluse de l'époque

Pas d'eau, pas d'électricité, pas de chauffage...

À la suite de la suppression des maisons closes et en raison du nombre de logements vacants, « on décida d'y concentrer des familles gitanes ». Comme dans d'autres villes du sud de la France, on y trouve également à partir de 1962 des Harkis, qui y vivent sans eau, sans électricité ni chauffage, dans des appartements aux portes et fenêtres qui ne ferment pas. Les familles de Harkis (environ 150 personnes selon le CNIH) se regroupent par communauté et vivent dans des appartements situés principalement rue Ferruce, rue de la Grande Frusterie et rue de la Juiverie d'octobre 1962 à octobre 1966.

Les personnes susceptibles d'y avoir séjourné et leurs descendants pourront prochainement entamer des démarches de réparation auprès du service départemental de [l'Office national des combattants et des victimes de guerre](#) (ONaCVG), dès que le cadre réglementaire sera finalisé.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Crédit : collection Michel Bourgues-DR

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Crédit : collection Michel Bourgues-DR

Par la suite ce quartier fut détruit dans le cadre d'une opération menée par la SEM Citadis (voir encadré en fin d'article), et les populations gitanes et harkis furent relogées dans deux quartiers distincts situés dans la cité Beau Soleil dans le secteur de Monclar qui fait déjà partie depuis 2023 des premiers quartiers choisis par la CNIH ouvrant droit à des dispositifs de réparation. Dans la région Arles (Le Mas Fondu), Manosque (Cité du Saint-Martin) et Nice (Bidonvilles : Digue des Français, Montagne ainsi que Saint-Roch) sont aussi concernés par cette décision. Dans le reste du grand Sud on trouve également Montpellier (Cité Redon et Zoo de Lunaret) et Perpignan (Bidonville de la cité Bellus - actuel Nouveau Logis).

Jusqu'à 6 000 personnes supplémentaires pourraient être indemnisées à la suite de leur passage dans l'un de ces sites. A ce jour, depuis sa création en 2022, la vingtaine de membres de la commission a traité plus de 27 000 dossiers pour un montant de près de 176M€.

« Le quartier de la Balance fait désormais pleinement partie de l'histoire nationale des Harkis et de la mémoire collective. »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

« La reconnaissance du quartier de la Balance dans notre département de Vaucluse est une avancée majeure, souligne Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse, qui a été un des premiers élus locaux à réagir. Elle constitue un geste fort de justice et de mémoire, envers celles et ceux qui, après avoir servi la France, ont été relégués dans des conditions indignes sur notre sol. »

« Je tiens à saluer l'engagement de la Commission, des associations et de tous ceux qui ont contribué à faire émerger cette reconnaissance, poursuit le parlementaire. Le quartier de la Balance fait désormais pleinement partie de l'histoire nationale des Harkis et de la mémoire collective. »

L.G.

Ecrit par le 3 juillet 2026



La Balance : une volonté de sauvegarde du patrimoine à l'origine de la loi Malraux

La Société d'équipement du département de Vaucluse (SEDV) est officiellement née le 3 mars 1960. Henri Duffaut, maire d'Avignon est alors élu président et Jean Garcin, président du conseil général, est désigné vice-président. Le conseil d'administration de l'ancêtre de [Citadis](#) lui assigne comme objectif prioritaire de réaliser la ZUP d'Avignon et de rénover la balance. Autrement dit de démolir ce quartier insalubre mais très vite autour de la Balance des voix s'élèvent contre cette atteinte au patrimoine.

Cela tombe bien, à l'autre bout de la France des destructions identiques sont imaginées dans le quartier du Marais à Paris. André Malraux, ministre de la culture de l'époque entend des défenseurs du patrimoine. Il fait voter une loi qui porte encore aujourd'hui son nom : grâce à la mise en valeur du patrimoine l'historique elle donne droit à des investissements défiscalisés.

Crédit : Citadis-DR

Ecrit par le 3 juillet 2026

Une proposition de loi pour rééquilibrer les rapports entre assureurs et collectivités



Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse, vient de co-signer une proposition de loi visant à garantir une solution d'assurance à l'ensemble des collectivités territoriales. Cette initiative fait notamment suite aux nombreux signalements d'élus locaux, dont ceux de Caderousse, confrontés à une situation devenue critique dans l'accès à l'assurance et à l'absence de traduction concrète des recommandations sénatoriales formulées il y a plus d'un an.

« Face aux difficultés croissantes rencontrées par les élus locaux pour assurer leurs communes à l'image de Caderousse et bien d'autres en Vaucluse, une réponse législative s'impose, explique le sénateur de

Ecrit par le 3 juillet 2026

Vaucluse Jean-Baptiste Blanc.

Celui qui est aussi membre de la mission d'information sur les difficultés assurantielles des collectivités poursuit : « Depuis plusieurs années, de nombreuses collectivités dénoncent l'impossibilité de trouver des assureurs, des appels d'offres infructueux, des contrats renégociés à la hausse, des couvertures restreintes, voire un abandon pur et simple par les assureurs. C'est dans ce contexte qu'au premier trimestre 2024, la commission des finances du Sénat a conduit une mission d'information inédite sur les difficultés assurantielles des collectivités territoriales. Appuyée par plus de 700 contributions d'élus locaux, cette mission a permis de dresser un diagnostic sans appel : une concurrence quasi inexistante, marquée par un duopole, des relations déséquilibrées entre assureurs et collectivités ainsi que des risques en augmentation, liés aux émeutes, aux violences sociales et au dérèglement climatique. »

« Aucune mesure concrète n'a été prise depuis plus d'un an. »

Jean-Baptiste Blanc, sénateur de Vaucluse

« Les constats du Sénat ont été confirmés par deux rapports gouvernementaux successifs ainsi que par l'Autorité de la concurrence dans un avis rendu le 23 janvier 2025. Pourtant, aucune mesure concrète n'a été prise depuis plus d'un an », s'indigne le sénateur vauclusien.

C'est pourquoi ce dernier vient de cosigner cette proposition de loi déposée au Sénat pour mettre enfin en œuvre les recommandations issues de ces travaux. Dans ce cadre, le Sénateur avait d'ailleurs tenu que Christophe Reynier, maire de Caderousse, puisse être auditionné sur ce sujet.

« Ne rien faire, c'est accepter que certaines communes restent sans assurance. »

« Cette proposition de loi repose sur trois piliers essentiels, renforcer la concurrence et la transparence sur le marché de l'assurance, rééquilibrer les rapports entre assureurs et collectivités et couvrir tous les risques, y compris les émeutes, insiste Jean-Baptiste Blanc. Ne rien faire, c'est accepter que certaines communes restent sans assurance. Nous devons sortir de l'immobilisme. Cette proposition de loi est une réponse pragmatique, équilibrée et urgente face à un risque systémique pour nos territoires. »

L.G.

[La Loi ZAN examinée au Sénat : Jean-Baptiste Blanc en a « ras-le-bol des technocrates parisiens qui décident pour nous »](#)

La Loi ZAN examinée au Sénat : Jean-Baptiste Blanc en a « ras-le-bol des technocrates parisiens qui décident pour nous »



« Depuis 2021, depuis 4 ans, depuis que cette Loi Climat et Résilience préconise de compenser toute construction par une re-naturalisation équivalente des sols pour freiner l'étalement urbain, j'ai fait le tour de France, rencontré des centaines d'élus de 80 départements pour avoir leur avis. Il faut absolument assouplir ce texte qui stipule qu'il faut diviser par deux l'artificialisation des sols d'ici 2031 », martèle le sénateur de Vaucluse [Jean-Baptiste Blanc](#).

Vent debout, Jean-Baptiste Blanc ajoute : « Il faut redonner la main aux maires, leur faire confiance, leur accorder davantage de temps pour ficeler un projet de développement de leur commune qui respecte les

Ecrit par le 3 juillet 2026

terres agricoles. Nous sommes tous favorables à une sobriété foncière mais il faut bien construire des logements, des écoles, des crèches, des commerces pour les habitants, des entreprises pour créer des emplois, pour ré-industrialiser notre pays. On sait bien, par exemple, que les immenses zones commerciales d'Avignon Sud et Nord ont été excessives. Il faut changer de méthode, arrêter de planifier à marche forcée, concerter avec les élus, sur le terrain, dessiner une trajectoire, un chemin, un juste milieu. »

**“ Un poète doit laisser des traces de son passage, non des preuves.
Seules les traces font rêver.”**

René Char

Le projet ambitieux de la Loi Climat & Résilience qui inclut 'ZAN' (Zéro Artificialisation Nette) doit s'appliquer dans sa globalité en 2050. Il s'appuierait sur une demande de l'Union Européenne sur la protection des sols. « Mais en France, on adore les surtranspositions, on en rajoute, alors qu'en Espagne, en Italie, en Allemagne, cette loi n'existe pas », ajoute un autre sénateur LR du Puy-de-Dôme, Jean-Marc Boyer. Du côté des écologistes, la vision est diamétralement différente. L' élu breton Ronan Dante dénonce « un banc-seing, un permis de bétonniser à outrance. Déjà chaque année en France, entre 20 000 et 30 000 hectares sont artificialisés, l'équivalent de la Ville de Marseille entre l'Estaque et les Calanques. »

Plus modéré, mais déterminé, Jean-Baptiste Blanc souhaite qu'on assouplisse la loi ZAN, qu'on fasse des projets qui prennent en compte la transition écologique, rendent des terres à la nature, tout en préservant le rôle-clé des maires, des régions et des collectivités locales pour garantir un développement harmonieux des communes, « encadré, balisé et intelligent. » Les discussions au Sénat promettent d'être âpres et animées.

Courthézon, La Ville se bat pour contrer le bruit de l'autoroute

Ecrit par le 3 juillet 2026



Nicolas Paget, maire de **Courthézon** se bat pour soustraire les habitants au bruit de l'autoroute. Pourtant, avant son mandat, un mur antibruit avait été édifié en 2017. Cependant sa réalisation, en protégeant un quartier amplifiera le bruit sur le quartier voisin. Le maire demande alors que le mur soit prolongé ainsi qu'une diminution de la vitesse des voitures pour en minorer le bruit. Aidé du sénateur **Jean-Baptiste Blanc**, le maire de Courthézon continue de se battre pour offrir à ses administrés une meilleure qualité de vie et fait connaître ses actions.

«Réalisé sur l'A7 en 2017 à l'Est ainsi qu'à l'Ouest de la commune, le mur antibruit est venu apporter un confort complémentaire à l'ensemble des zones depuis protégées par ce dernier tant il diminue considérablement l'impact du bruit autoroutier, expose Nicolas Paget, maire de Courthézon, mais cette démarche vertueuse s'est transformée en véritable inégalité. Car l'ouvrage, bâti plus long à l'Est qu'à l'Ouest, a impacté un quartier résidentiel au Nord-Ouest sur près d'un kilomètre en proie aux réverbérations des bruits de la structure, ajoutant des désagréments à l'ensemble des riverains concernés.»

La Mairie a fait réaliser, en 2022 et sur ses propres deniers, une étude de bruit sur zone afin de s'appuyer sur des éléments d'informations précis qui révélera que les nuisances peuvent être considérées comme nocives pour la santé, et relevant de la santé publique, causant des troubles extra-auditifs avec des valeurs de 40 dba -décibels- la nuit passés à 55 le jour. Nicolas Paget a également demandé à ce que

Ecrit par le 3 juillet 2026

le préfet autorise une réduction de la vitesse de 20km/h, soit 110 Km/h au lieu de 130, lors de la traversée de Courthézon par l'autoroute, demande qui avait déjà été refusée par l'ancienne préfète Violaine Démaret, en octobre 2023.

En août 2022 Vinci Autoroutes a demandé au service de la Direction des mobilités routières d'intégrer la réalisation du mur anti-bruit restant sur le Nord-Ouest de la commune dans le contrat de plan qui les lient. En septembre, Jean-Baptiste Blanc et Nicolas Paget rencontraient le ministre des transports, Philippe Tabarot pour défendre le dossier du mur anti-bruit.

Enfin, le préfet, Thierry Suquet, confirme la saisie du [Cerema](#) -Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement- afin de mener une étude de bruits sur le site et d'en informer Vinci autoroutes. Le maire de Courthézon espère ainsi que le ministre des Transports, Philippe Tabarot, se saisira du dossier demandant au concessionnaire Vinci de compléter le mur anti-bruits d'ici la fin de la concession.

Ecrit par le 3 juillet 2026



Ecrit par le 3 juillet 2026

Jean-Baptiste Blanc sénateur de Vaucluse, Nicolas Paget maire de Courthézon et Philippe Tabarot ministre des Transports

Budget 2025 : le Vaucluse en a un et la France non



La France n'a pas de budget 2025, le département vote le sien en étant contraint d'économiser 13M€ tout en investissant 124M€ pour maintenir l'attractivité du Vaucluse.

Ecrit par le 3 juillet 2026

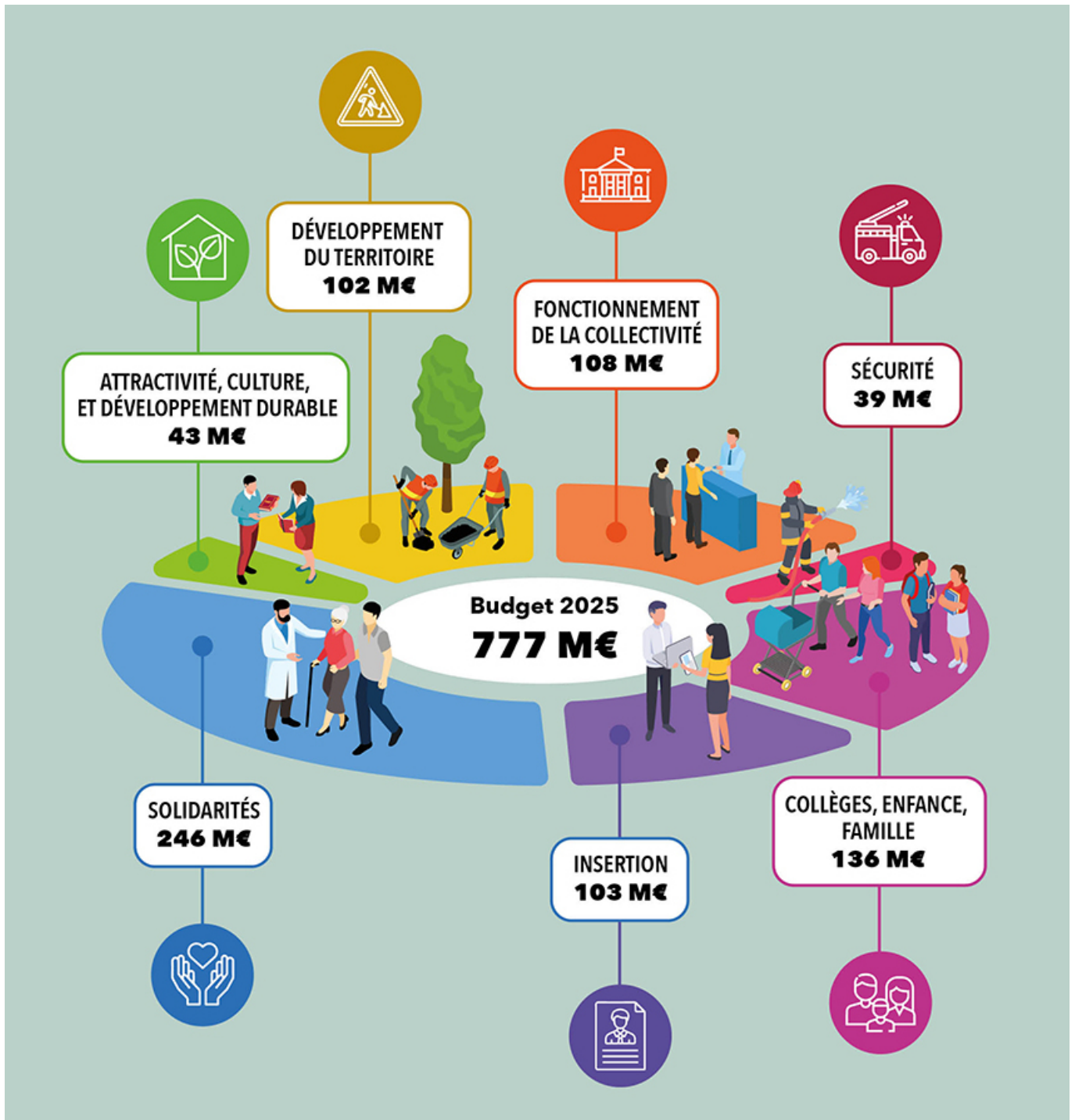
« Investir est le seul moyen d’assurer l’avenir, le dynamisme et l’attractivité de notre département » a déclaré Dominique Santoni, la Présidente lors de la 1ère Plénière de 2025. Les 1584 pages des 52 délibérations ont été passées au crible en moins de deux heures par les élus départementaux. Au niveau national, l’ambiance est morose depuis la dissolution. Et lors de la dernière séance en novembre 2023, sous le gouvernement Barnier, il était question de 28M€ d’économies pour le Vaucluse, l’un des départements les plus pauvres de France... Mais depuis, avec la censure, il a fait long feu et François Bayrou lui a succédé à Matignon. « Nous avons dû trouver 13M€ grâce à l’ensemble des services qui a identifié les pistes d’économies en priorisant certaines actions, mutualisant les autres. Mais 5 piliers demeurent : l’agriculture, l’aide aux communes, la santé, les pompiers et l’investissement » a martelé la présidente.

« Investir est le seul moyen d’assurer l’avenir, le dynamisme et l’attractivité de notre département »

Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

Le Budget Primitif s’élève à 776,5M€ (contre 767,1 en 2024, soit + 1,2%), celui du fonctionnement, malgré la disette, passe à 688,5M€ (+ 1,4%), les dépenses de gestion (social + personnel) augmentent de 619 à 624,7M€, ce qui n’est pas si mal en période de vaches maigres. Le budget du SDIS (Service Départemental d’Incendie et de Secours) progresse, de 36M€ à 38,6M€ avec une « Prime de feu » pour les pompiers et la location d’un hélicoptère bombardier d’eau l’été.

Ecrit par le 3 juillet 2026



© Département de Vaucluse

« Ce budget est réaliste, basé non sur des hypothèses mais sur des chiffres et des contraintes tangibles » ajoute-t-elle. « Oui, des économies doivent être réalisées, mais elles seront proportionnées aux

Ecrit par le 3 juillet 2026

contraintes réelles, pas moins, pas plus ». 77 677€ seront dévolus au « Salon de l'Agriculture » entre le 170m2 Porte de Versailles à Paris, pour notre stand, vitrine de l'excellence agricole vauclusienne » insiste Dominique Santoni. 934 000€ pour le soutien à la culture, au cinéma, à l'image animée et 300 000€ pour les Chorégies d'Orange, le plus ancien festival du monde. Mais aussi 28,5M€ en 3 ans pour les contrats « Vaucluse Ambition » à destination des 151 communes du département.

Pour lutter contre les déserts médicaux, 4 Maisons de santé ont déjà ouvert (Avignon, Cadenet, Apt et Sorgues). « 12 500 consultations se sont déroulées, 3 000 vauclusiens ont enfin trouvé un médecin traitant » s'est félicitée Dominique Santoni. Valréas va suivre et il est question aussi d'adjoindre un assistant médical par structure ainsi qu'un bus qui quadrillera les territoires ruraux. Il existe, restent à trouver le chauffeur et le médecin.

« L'État à Paris dans son rôle de partenaire financier, n'a pas su être fiable, et je doute que nous puissions compter sur lui à l'avenir. »

Dominique Santoni, Présidente du Conseil départemental de Vaucluse

En présence de Daniel Léonard, le président de la Fédération du BTP 84 dans l'assistance, elle a évoqué les chantiers en cours, le carrefour de Bonpas, la déviation d'Orange, la Maison Départementale pour les Personnes Handicapées (7,1M€) et « Memento », le futur Pôle des Patrimoines à Agroparc. 50M€ seront dévolus à la voirie, 16,9M à la réhabilitation de collèges.

La dette par habitant est de 272€ ce qui est peu par rapport aux départements de même strate (388€) c'est dire si la rigueur est d'actualité. Et le Vaucluse positive, avance, garde le cap pour rester attractif. Et un rapport de 38 pages détaillées fait le point sur la situation du Vaucluse en matière de développement durable pour ses 564 566 habitants. Une mine d'informations sur le nombre d'allocataires du RSA qui baisse, les 2388km de voirie qu'il faut entretenir, les 160km de véloroutes. Une personne sur 6 est en situation d'illectronisme, c'est à dire ne sait pas utiliser internet, ce qui pose problème en cette période du « tout dématérialisé » même si, depuis 2023, a été déployé « Le réseau des acteurs de l'inclusion numérique ». On compte 46 000 passoires thermiques (17% du parc), 9,4% de chômeurs, mais aussi 140 000 bénévoles qui ne lésinent pas pour aider leur prochain.



©Département de Vaucluse

Enfin, en signe de solidarité, le département de Vaucluse a voté une aide de 10 000€ pour nos

Ecrit par le 3 juillet 2026

compatriotes de Mayotte, frappés par le cyclone Chido le 14 décembre dernier. « Les habitations ont été dévastées, les paysages ravagés, la solidarité doit s'exprimer envers les 320 000 mahorais. Ici dans le Vaucluse, personne n'a oublié les inondations du 22 septembre 1992 à Vaison-la-Romaine et les soutiens qui nous sont parvenus du monde entier » a conclu Dominique Santoni.